État islamique *vs.* Al-Qaïda : autopsie d'une lutte fratricide

Dominique Thomas

Dans Politique étrangère 2016/1 Printemps , pages 95 à 106
Éditions Institut français des relations internationales

ISSN 0032-342X
ISBN 9782365674836
DOI 10.3917/pe.161.0095
Date de mise en ligne : 02/03/2016

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-95?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

État islamique *vs.* Al-Qaïda : autopsie d'une lutte fratricide

Par **Dominique Thomas**

Dominique Thomas est spécialiste des mouvements islamistes. Il a notamment publié *Les Hommes d'Al-Qaïda. Discours et stratégie*, Paris, Michalon, 2005.

Depuis 2013, Al-Qaïda et l'État islamique en Irak et au Levant se livrent une guerre larvée. Ce conflit se nourrit d'oppositions idéologiques, stratégiques et personnelles. La proclamation du califat par Abou Bakr Al-Baghdadi a créé une dynamique favorable à l'État islamique, qui parvient notamment à attirer de nombreux jeunes. À court terme, une réconciliation entre les deux organisations djihadistes est peu probable mais un changement de *leadership* pourrait ouvrir d'autres perspectives.

politique étrangère

L'organisation État islamique (EI) a su profiter d'un contexte géopolitique propice, de l'avènement d'une génération militante plus radicalisée et d'une expertise affirmée en matière de subversion pour créer un véritable proto-État d'inspiration djihadiste en Syrie et en Irak. Toutefois, l'EI n'est pas parvenu à se substituer totalement à Al-Qaïda. Les objectifs des deux entités restent en effet très différents. L'EI a au départ un projet régional et territorial : le califat, proclamé en juin 2014. De son côté, Al-Qaïda est une mouvance transnationale, tournée à la fois contre les régimes arabes et contre l'alliance occidentale menée par les États-Unis, ennemis n° 1 dans la rhétorique al-qaïdiste. D'autres différences sont anciennes : les théâtres de djihad précédents, de l'Afghanistan au Maghreb en passant par la péninsule arabique et l'Irak, étaient déjà traversés de fractures idéologiques mais aussi personnelles entre dirigeants de la mouvance djihadiste globale.

Même si les gains militaires obtenus en Irak et dans l'est de la Syrie ont renforcé l'influence et l'attractivité de l'EI, la nébuleuse historique continue à bénéficier du large soutien de ses « franchises » régionales principales (Al-Qaïda dans la Péninsule arabique – AQPA – et Al-Qaïda au Maghreb islamique – AQMI), et de la plupart des figures internationales

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

du djihadisme. L'EI peut aujourd'hui revendiquer des opérations en Libye, en Égypte, au Liban, en France et au Bangladesh. Ces attaques montrent que cette mouvance est entrée dans une phase de djihad total contre l'ensemble de ses ennemis (sunnites apostats, chiites, minorités, occidentaux, Russes). L'EI s'est aussi lancé dans un combat d'idées avec Al-Qaïda, son principal concurrent dans le champ djihadiste, et tente d'asseoir sa suprématie en misant sur une forme de lutte générationnelle.

Ce conflit revêt plusieurs dimensions : idéologiques, politiques et stratégiques. La suprématie d'Al-Qaïda a été clairement remise en cause. Ce nouveau contexte a entraîné une bipolarisation de l'espace djihadiste qui oblige chaque groupe à déterminer sa position.

La Syrie : révélateur d'une discorde profonde

Les précédents historiques : Arabie Saoudite et Irak

Au printemps 2003, la mise en concurrence des terrains irakien et saoudien – consécutive à l'intervention américaine en Irak de mars 2003 et au lancement d'attaques djihadistes en Arabie Saoudite en mai 2003 – avait suscité des divergences au plus haut niveau de l'état-major d'Al-Qaïda. Les premières opérations coordonnées menées contre un *compound* de Riyad en mai 2003 provoquèrent en effet des débats entre deux courants djihadistes.

D'une part, la ligne prônée par Oussama ben Laden était favorable au lancement d'opérations militaires immédiates contre le régime saoudien. Elle s'appuyait sur des relais locaux représentés par l'émir d'AQPA (à l'époque, le Yéménite Khaled Al-Hajj) qui décida, pour légitimer sa première série d'actions, de publier plusieurs textes signifiant sa rupture irréversible avec les autorités saoudiennes[1]. D'autre part, une seconde ligne était défendue par Abdel Aziz Al-Mouqrin, à la tête du comité des opérations militaires d'AQPA. Au départ, cette tendance mettait en avant l'inexpérience des cellules opérationnelles al-qaïdistes saoudiennes, et demandait un report des attaques pour parfaire la préparation des militants et la structuration des réseaux. Puis les partisans de Mouqrin trouvèrent une source d'inspiration dans le courant djihadiste irakien et souhaitèrent appliquer la stratégie de bipolarisation entre sunnites et chiites sur le sol saoudien. Sur le fond, les deux lignes étaient d'accord pour considérer la monarchie saoudienne, gardienne des Lieux saints, comme une cible légitime. Mais ces dissonances et les tergiversations qui

1. Sous le titre « L'Opération sur Riyad du 12 mai 2003, la guerre contre l'Amérique et ses alliés », un de ces textes a été publié en juillet 2003 par le Centre d'études et de recherches islamiques, première véritable interface du web appartenant à la mouvance djihadiste globale.

ACTUALITÉS
Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

s'ensuivirent ont sans doute eu pour conséquence de saper l'efficacité des réseaux, qui furent très affaiblis entre 2003 et 2006 par les opérations menées par les forces de sécurité intérieure saoudiennes. Elles ont également favorisé l'attractivité d'un autre groupe djihadiste, alors en plein essor sur le sol irakien, dans les sphères militantes saoudiennes.

Les positions d'Al-Qaïda sur l'Irak, deuxième terrain de discorde entre djihadistes, ont évolué de manière concomitante avec ces événements dans la Péninsule arabique. Au cours de l'année 2003, la stratégie d'AQPA a été de maintenir un maximum de militants saoudiens sur son territoire, limitant ainsi le flux des combattants vers l'Irak. Pour les principaux chefs spirituels d'AQPA de l'époque[2], le djihad mené sur le « territoire des Lieux saints » – appellation utilisée pour désigner l'Arabie Saoudite – était plus important que le combat en Irak. Le message était clair : les musulmans doivent combattre l'ennemi sur leur territoire d'origine, *a fortiori* lorsque celui-ci est considéré comme le cœur de l'Islam, avant d'envisager un départ vers d'autres contrées.

Par ailleurs, les conditions pour combattre en Irak n'étaient pas réunies, beaucoup de responsables djihadistes saoudiens estimant que la résistance irakienne n'était pas mobilisée sous un étendard islamique unique et ne possédait pas de programme spécifiquement islamique. Cette vision était également partagée par plusieurs personnalités influentes du courant salafiste réformiste saoudien[3], qui considéraient que la résistance irakienne était trop divisée pour être efficace.

Mobiliser la résistance irakienne sous un étendard islamique unique

À partir de 2004, ces divergences s'amplifièrent. L'émergence de la mouvance salafiste-djihadiste irakienne, fédérée par le Jordanien Abu Musaab Al-Zarqawi, changea la donne. Les membres et sympathisants d'AQPA, affaiblis par la répression des services de sécurité saoudiens, rejoignirent en nombre le théâtre irakien pour combattre sous le drapeau d'Al-Qaïda en Irak[4]. Ainsi, plus de 3 500 djihadistes saoudiens se rendirent en Irak

2. Comme les Saoudiens Abdallah Al-Rashoud, Ayssa Al-Awshan et Fares Al-Zahrani. Si les deux premiers ont été tués entre 2004 et 2005 lors d'opérations militaires, Al-Zahrani a été arrêté en août 2004. Condamné à la peine capitale, il a été exécuté le 2 janvier 2016 avec 43 autres militants djihadistes sunnites et trois opposants chiites.
3. Ce mouvement, appelé « Sahwa », prônait des réformes politiques du système saoudien, monarchie absolue sans parlement élu ni constitution ni partis politiques.
4. Le 13 mai 2004, plusieurs groupes djihadistes irakiens ont annoncé leur fusion avec le Groupe pour l'unicité et le djihad, placé sous la direction du Jordanien Abou Mousaab Al-Zarqawi. Cette fusion a pris le nom d'Al-Qaïda en Mésopotamie et a marqué un tournant dans le processus de construction de la résistance islamiste en Irak.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

entre 2004 et 2006. En dépit de cette structuration irakienne, les divergences persistèrent, et remontèrent même au niveau d' « Al-Qaïda central ». En juillet 2005, l'Égyptien Ayman Al-Zawahiri, alors numéro 2 de l'organisation, publia une lettre d'admonestation adressée à Zarqawi, dans laquelle il critiquait la stratégie du chaos des djihadistes en Irak, marquée par de nombreuses attaques contre les populations civiles. Pour Zawahiri, cette posture constituait un obstacle à l'ancrage territorial d'Al-Qaïda au Moyen-Orient. Les paramètres de cette discorde (conflits d'autorité et divergences stratégiques) se retrouvent aujourd'hui dans le conflit syrien.

La Syrie : centre de gravité de la discorde

Dès 2011, les stratèges d'Al-Qaïda ont développé une vision stratégique du conflit syrien. Celle-ci repose avant tout sur une conjonction de facteurs géopolitiques favorables. Premièrement, le conflit symbolise la lutte contre un régime séculier, sectaire et autoritaire, et s'inscrit dans la continuité des révoltes arabes en Tunisie, Égypte ou Libye. Deuxièmement, la Syrie est une partie du djihad global d'Al-Qaïda contre l'interventionnisme étranger, qu'il soit occidental ou russe. Troisièmement, cette crise peut permettre de contenir les influences chiites multiples (Iran, Irak, Hezbollah). Quatrièmement, le territoire syrien demeure propice à l'établissement d'un foyer pour mener le djihad contre Israël, gardant ainsi la perspective d'un nouveau front contre l'ennemi désigné dans la région. Dans l'esprit d'Al-Qaïda, l'ensemble de ces paramètres aurait dû favoriser une synergie entre djihadistes[5].

Le 9 avril 2013, Abu Bakr Al-Baghdadi, l'émir de l'État islamique en Irak (EII)[6], a annoncé la fusion de son organisation avec Jabhat Al-Nosra (JaN), précisant que cette organisation était en fait, dès le début, une émanation de l'EII[7]. Al-Baghdadi a ainsi opéré un coup d'éclat stratégique dans l'espace djihadiste moyen-oriental, prenant de vitesse Al-Qaïda sur le territoire syrien. Les velléités hégémoniques de l'EII se sont d'abord traduites par la décision d'un nombre conséquent de combattants étrangers de suivre l'émir de l'EII (désormais appelé « État islamique en Irak et au Levant », EIIL)[8], entraînant une scission *de facto* de la mouvance djihadiste.

5. Voir le discours de Zawahiri « Unifier la parole autour du concept d'unicité », notion centrale des partisans du dogme salafiste djihadiste, diffusé le 7 avril 2013 via le lien suivant : <www.archive.org>.
6. Résultant d'une fusion entre groupes de l'insurrection djihadiste irakienne, l'État islamique en Irak (EII) a été créé en octobre 2006.
7. Dès 2004, la Syrie était devenue la plaque tournante des filières de combattants étrangers partis rejoindre les groupes djihadistes de l'insurrection irakienne. À partir de l'été 2011, les réseaux de facilitateurs (souvent composés de djihadistes syriens, saoudiens, égyptiens et en provenance du Maghreb), qui avaient construit ces filières combattantes pour l'EII, ont facilité l'émergence des unités de JaN.
8. Prenant désormais l'appellation, souvent péjorative, de Daech, acronyme arabe pour désigner l'organisation de l'État islamique en Irak et au Levant.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

La réponse de l'émir de JaN, le Syrien Abu Mohammad Al-Joulani, est intervenue le 10 avril 2013. Ce dernier a refusé la fusion des deux organisations et annoncé son allégeance à « Al-Qaïda central ». Il reprochait à Al-Baghdadi d'avoir agi unilatéralement, sans concertation avec la direction de JaN en Syrie. Al-Joulani ne souhaitait pas non plus mettre en péril les alliances militaires nouées avec d'autres groupes faisant partie de l'Armée syrienne libre, ou du Front islamique syrien. Après la déclaration du groupe irakien, JaN décida donc de poursuivre ses opérations militaires conjointes avec d'autres factions armées.

La Syrie est ainsi progressivement devenue un espace de compétition dans une lutte pour le monopole du djihadisme. JaN a cherché à s'appuyer sur les réseaux d'Al-Qaïda pour constituer un solide bastion dans le nord-ouest du pays, tandis que l'EIIL est parvenu à étendre son influence du nord d'Alep jusqu'aux régions frontalières de l'Irak, réussissant à faire la jonction avec ses forces basées sur le territoire irakien. Depuis l'automne 2013, les combats fratricides entre factions islamistes ont été fréquents. Le 23 février 2014, un nouveau palier a été franchi avec la mort d'Abu Khaled Al-Souri, un des responsables du groupe Ahrar Al-Sham, mandaté par Al-Qaïda pour désamorcer les tensions avec l'EIIL. La mort de ce leader a eu de sérieuses conséquences sur le front djihadiste syrien, qui s'est enfoncé dans une guerre fratricide entre groupes rivaux[9].

La proclamation du califat, le 29 juin 2014, a amplifié ces divergences. Elle a été contestée par l'ensemble des autres factions islamistes syriennes, y compris JaN, qui n'ont pas reconnu le nouveau califat. Pour Al-Qaïda, la Syrie est devenue le pivot d'une stratégie offensive au Levant. Ce pays conjugue tous les paramètres permettant d'y mener un conflit de longue durée, sur tous les axes structurant l'idéologie al-qaïdiste (anti-régime, anti-chiisme, anti-Occident), avec pour objectif final Israël. Pour l'EIIL – devenu l'EI –, la Syrie représente la partie occidentale d'un projet califal à consolider et à développer. Ce projet a créé un effet d'appel et de ralliement important au sein de la mouvance djihadiste.

Al-Qaïda / État islamique : un conflit multidimensionnel

Désormais actée par la discorde syrienne, la lutte pour la suprématie au sein du djihad global a plusieurs dimensions : idéologique, politique, stratégique et générationnelle.

9. Cet assassinat rappelle, avec la nature confuse de cette action, l'épisode de la disparition d'Abdallah Azzam, figure principale des filières de combattants arabes vers l'Afghanistan, tué au Pakistan en 1989.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

Des conceptions divergentes du djihad et de l'anathème (le takfîr*)*

L'EI et la nébuleuse Al-Qaïda ont un socle idéologique commun : le salafisme djihadiste. Ce socle se compose de trois concepts fondamentaux : le salafisme, le djihad et le *takfîr*. Le salafisme est une vision de l'islam qui donne la primauté aux textes juridiques de la première communauté de Médine, et des quatre premiers califes dits « bien guidés » (622-661). Il s'appuie sur les fondements que sont le Coran et la Sunna (*corpus* reprenant les actes et paroles du prophète). Au-delà de la notion d'effort spirituel, sens premier du mot, le djihad est un moyen d'action qui permet de mettre en place une lutte armée offensive ou défensive, tandis que le *takfîr* permet de se distinguer des autres groupes de l'Islam, dans une logique exclusiviste et totalitaire.

Si l'EI s'appuie effectivement sur ce corpus idéologique, son interprétation des notions de djihad et de *takfîr* revêt néanmoins un caractère original. Le djihad est ainsi ici interprété de façon très étendue. Il s'agit, pour les partisans de l'EI, d'engager une confrontation avec l'ensemble des ennemis désignés : infidèles, idolâtres et apostats. Pour Al-Qaïda, le djihad est surtout défensif, conceptualisé sous forme d'obligation individuelle pour tous les musulmans. Celle-ci, décrétée par l'émir du groupe, a pour objectif de protéger la terre d'Islam contre des agressions extérieures. Tel était le sens de la première mobilisation voulue par les fondateurs d'Al-Qaïda en Afghanistan dans les années 1980. Al-Qaïda a toujours décrété la priorité du concept de djihad défensif, même lorsque sa mouvance s'est territorialisée au Yémen en 2011, ou au Nord-Mali en 2012. La seconde forme est plus offensive, pensée comme une obligation religieuse solidaire qu'il incombe aux représentants du califat de décréter. Elle comprend tous les aspects du djihad auxquels les États du monde musulman sont accusés d'avoir renoncé. Dans l'esprit de l'EI, le djihad permet de lancer une offensive dans le seul but de forcer les populations à accepter le califat.

Al-Qaïda a pour priorité le djihad défensif

L'EI adopte également une vision extensive dans sa lutte contre les apostats (les régimes musulmans et leurs populations qui ne suivent pas leurs visions, y compris les sunnites, et *a fortiori* les chiites considérés comme des renégats). Cet aspect se fonde sur la pratique du *takfîr*, acte qui consiste à réfuter l'islamité d'une personne ou d'un groupe. Par exemple, lorsque l'EI parle de renverser les régimes apostats, il porte l'anathème sur la classe des gouvernants et généralise l'acte à la société dans son ensemble, si celle-ci ne désavoue pas cet État. De même, si des preuves irréfutables sont apportées au sujet de l'illégitimité d'un État, d'un groupe

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

ou de la mécréance d'un individu, tout musulman doit le désavouer, au risque de se retrouver accusé lui-même d'être dans la mécréance (*kufr*).

Al-Qaïda reproche à l'EI son extrémisme dans la pratique à outrance du *takfîr* contre les apostats, estimant que verser le sang de musulmans sunnites en appliquant des procédures expéditives, sans la mise en place de tribunaux islamiques légitimes, ne peut être accepté. Cette compréhension du *takfîr* a aussi des implications stratégiques sur le terrain. Tandis qu'Al-Qaïda s'est montré beaucoup plus inclusive dans sa gestion territoriale – observée en Syrie, au Yémen, en Afrique du Nord ou au Sahel –, l'EI recherche systématiquement l'hégémonie en éliminant tout adversaire potentiel, y compris sunnite, sur son territoire.

Quel projet politique : État ou califat islamique ?

À l'instar des mouvements islamistes radicaux antérieurs, le salafisme djihadiste de l'EI ou d'Al-Qaïda appelle à un retour à la communauté originelle de l'islam et à l'instauration du califat. Ces deux mouvances proclament également leur rupture avec l'État-nation : les institutions qui le structurent sont fondées sur un système de gouvernance d'inspiration non divine, qui s'appuie sur l'utilisation de lois forgées par les hommes.

Lors de la proclamation du califat en juin 2014, l'EI a adopté une appellation hybride originale : État du califat islamique. Cette construction innovante est réfutée par une grande partie des théoriciens du salafisme djihadiste, car l'État est généralement associé à une nation particulière. La question même du califat, énoncée par l'EI, fait débat parmi les djihadistes. Son instauration nécessite en effet la mise en place d'une consultation (*choura*) représentative de la communauté musulmane. Al-Qaïda reproche à l'EI, dont le *leadership* est largement composé d'Irakiens, d'avoir proclamé un califat de manière unilatérale en juin 2014, en profitant de victoires symboliques comme la prise de Mossoul[10].

De même, les allégeances au calife de groupes extérieurs à la Syrie et à l'Irak, où l'EI n'exerce pas son autorité, ne peuvent revêtir un caractère obligatoire, contrairement à ce qu'affirme l'organisation djihadiste dans plusieurs de ses appels[11]. Le caractère obligatoire de l'allégeance au chef de la communauté des croyants (reconnu ou autoproclamé) serait, selon l'EI, lié à un *hadith* prophétique : « Celui qui meurt sans prononcer

10. Les qaïdistes se fondent sur les propos du calife Omar qui a réfuté le principe d'allégeance sans consultation, selon le corpus des *hadiths* dans le recueil de Boukhari ; voir Abou Qatada, « Thiyâb Al-Khalîfa », *Al-Nukhba média*, juillet 2014.

11. En outre, selon Al-Qaïda, Daech n'est pas parvenu à renverser les deux régimes autoritaires de Damas et Bagdad, et ne peut donc affirmer une souveraineté sur la totalité de l'Irak et la Syrie.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

d'allégeance meurt alors dans l'ignorance[12].» Par ailleurs, l'Émirat islamique des Talibans (1996-2001) n'a jamais proclamé de califat, car aucune allégeance ne pouvait être agréée hors de son territoire. Autrement dit, l'EI ne doit accepter des allégeances que de groupes présents dans le champ géographique qu'il contrôle. Ce principe de la territorialité islamique du califat est appelé en arabe *tamkîn*. L'absence de califat légitimement proclamé et établi empêche toute allégeance formelle à celui-ci. Pour la mouvance d'Al-Qaïda, la constitution d'émirats islamiques locaux constitue la première étape avant une concertation générale pour la création d'un califat sous l'autorité d'un chef suprême désigné selon un mode de consultation spécifique, qui reprend les principes de la consultation selon la méthode utilisée lors du califat de Médine entre 622 et 661.

En outre, Al-Qaïda considère que les conditions géopolitiques actuelles du monde musulman ne permettent pas l'instauration du califat selon la méthode prophétique. La question de l'autorité légitime est au cœur de cette divergence. Prononcée envers un chef spirituel et politique, elle fait référence à une seconde forme d'allégeance (*bayaa*), qui ne peut être confondue avec celle liée au *tamkîn*. Cette *bayaa* ne peut être double, alors que l'EII avait prêté allégeance à Al-Qaïda (Al-Zawahiri) et au mollah Omar. L'allégeance en question ne pourrait être remise en cause qu'en apportant les preuves islamiques de la mécréance supposée du chef taliban (incarné désormais par le mollah Mansour), et d'Al-Zawahiri[13].

Une stratégie territoriale différente

Pour le noyau central d'Al-Qaïda, la perte du sanctuaire afghan a entraîné une évolution stratégique. Les phénomènes d'enracinement djihadiste au Yémen (2011-2012 puis 2015), au Sahel (2012), en Libye (2013) témoignent d'une adaptation aux particularismes locaux et d'une mutualisation des effectifs d'Al-Qaïda avec des factions armées locales, tribales ou régionales. En outre, les soulèvements du monde arabe ont offert des perspectives nouvelles aux groupes djihadistes, en particulier dans les pays où les transitions ne répondaient pas aux attentes des populations (Yémen, Libye), et dans le cas où la contestation s'est militarisée (Syrie). Ce contexte a permis à plusieurs groupes d'Al-Qaïda d'ouvrir des phases de territorialisation qui ont débouché sur le contrôle d'espaces nécessitant la mise en place d'une administration de substitution après la mise en

12. Allocution du 13 novembre 2014 prononcée par Abu Bakr Al-Baghdadi, diffusée par l'organe médiatique central de l'EI : la fondation média Al-Furqan.
13. Le 24 mai 2014, Zawahiri a expliqué que l'émir de l'EII avait auparavant (en octobre 2012) prêté plusieurs fois allégeance à Al-Qaïda. Il a reproché à Baghdadi de ne plus respecter ses engagements, et lui a renouvelé sa demande de retirer ses effectifs de Syrie pour se concentrer uniquement sur le front irakien.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

déroute des autorités étatiques. Ces proto-administrations – qui ont duré un an au Yémen et au Nord-Mali, et demeurent en Libye, en Syrie et au Yémen – restent cependant fragiles et localisées. Elles prennent des formes non abouties, comparativement à l'EI. Ces expériences ont souvent été rendues possibles par l'effet de coalitions locales impliquant une stratégie inclusive des groupes djihadistes.

L'EI s'est montré beaucoup moins inclusif dans les régions qu'il contrôle[14]. Disposant de ses propres institutions, il refuse systématiquement les arbitrages. Ne reconnaissant que sa propre justice, il empêche le règlement à moyen et long termes de toutes les dissensions. Il privilégie l'approfondissement de son ancrage et le renforcement de sa domination territoriale. Sur les théâtres syrien, irakien et libyen, l'EI applique une stratégie d'élimination de ses concurrents et obtient souvent des allégeances par la force, là où les groupes émanant d'Al-Qaïda ont préféré participer à des alliances plus inclusives.

Un conflit de génération ?

Dès le début de son expansion, l'EI a su jouer de «l'effet califat» et de sa représentation dans l'imaginaire sunnite. Le groupe est parvenu à attirer une génération plus jeune, qui n'avait pas été séduite par Al-Qaïda, organisation au discours à la fois plus élaboré et plus élitiste. L'interprétation et la sur-utilisation par l'EI des récits prophétiques et du messianisme islamique ont convaincu certains jeunes prédicateurs du Moyen-Orient[15]. Une grande partie des vidéos produites par l'EI montre des militants jeunes, sans véritable légitimité religieuse. Le cas des Saoudiens de l'EI, dont le chiffre varie entre trois et quatre mille activistes, est à cet égard symptomatique.

L'EI se différencie d'Al-Qaïda sur le fond comme sur la forme

L'EI se différencie d'Al-Qaïda sur le fond comme sur la forme. Son récit tranche avec la communication habituelle d'Al-Qaïda, qui produit souvent

14. Hors de la zone irako-syrienne, il est important de noter que les allégeances à l'EI sont géographiquement étendues mais démographiquement peu importantes. Destinées à étendre le territoire du califat, elles regroupent des effectifs limités, le plus souvent issus de dissidences. En dehors des régions sunnites irakiennes et de l'Est syrien, l'EI est seulement parvenu à exercer un contrôle territorial réel dans quelques localités du littoral libyen (Syrte et ses environs), et sur plusieurs villages du sud de l'Afghanistan (dans la province du Nangarhar, sous l'appellation de Wilaya du Khorassan).

15. Ce sont généralement de jeunes prédicateurs (moins de 35 ans), issus d'anciens milieux djihadistes d'Al-Qaïda, souvent en manque de reconnaissance. Leur engagement au sein de l'EI leur octroie l'influence qu'ils n'avaient pas dans la sphère djihadiste précédente. Le cas du Bahreïni Turki Benaali (31 ans), considéré comme une personnalité religieuse importante de l'EI, est représentatif de cette génération d'oulémas séduite par le discours de l'EI. Voir les éléments biographiques publiés dans le *Sharq Al-Awsat* du 10 octobre 2015.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

des articles fleuves ponctués de sourates, de *hadith* et de références historiques. Pour dénoncer ses adversaires comme les Frères musulmans ou les salafistes non djihadistes, Al-Qaïda prend généralement la peine d'écrire un texte islamiquement argumenté, en utilisant la méthode du débat contradictoire. Les textes plus simples de l'EI traduisent sans doute un degré plus faible de connaissance en théologie islamique. Leurs auteurs semblent ignorer les références qui ont marqué l'histoire du djihadisme moderne. La production discursive de l'EI traduit aussi la prégnance d'un conflit générationnel dans la nébuleuse djihadiste, entre les penseurs historiques des années 2000 pro-Al-Qaïda, et une nouvelle génération beaucoup moins structurée et moins éduquée. Si le discours de l'EI est facilement audible et mobilisateur, son contenu relève du bricolage idéologique. Cette faille est régulièrement utilisée par les principaux détracteurs de l'EI, dont les personnalités religieuses appartenant aux branches régionales d'Al-Qaïda (principalement AQPA, AQMI et JaN).

Les perspectives d'évolution de la rivalité

Cette compétition sur fond de conflit d'autorité pour la suprématie du djihad global semble pour l'instant déboucher sur une véritable surenchère entre Al-Qaïda et l'EI. Pendant plusieurs années, les attentats du 11 septembre 2001, de Madrid en 2004, de Londres en 2005, ont constitué le fonds de commerce de la propagande d'Al-Qaïda. Les attaques de Paris du 13 novembre 2015 sont devenues la référence qui manquait à l'EI. Par un discours rustique et souvent expurgé des codes de la littérature djihadiste classique – celle justement utilisée par Al-Qaïda, et que beaucoup de jeunes djihadistes trouvent absconse –, l'EI parvient à mobiliser de nouvelles forces. Il s'agit de convaincre les sympathisants djihadistes que la seule voie efficace pour frapper les ennemis de l'islam consiste à rallier les rangs de l'EI.

L'EI, qui recherche de nouvelles allégeances dans des zones où Al-Qaïda opère depuis longtemps (Somalie, Yémen, Arabie Saoudite, Libye, Afghanistan), est entré dans une phase beaucoup plus offensive à l'encontre de ses rivaux djihadistes. Le discours à l'encontre d'Al-Qaïda est devenu beaucoup plus critique et accusatoire. Après le 13 novembre 2015, une série importante de textes et de messages vidéo a été diffusée par l'EI pour tenter de délégitimer les positions d'Al-Qaïda, et en particulier de sa franchise yéménite (AQPA). Le Yémen représente en effet aujourd'hui un enjeu d'importance. Selon l'EI, Al-Qaïda est une organisation déviante devenue trop favorable aux idéaux des Frères musulmans. Son inaction à l'encontre de la coalition des pays du Golfe au Yémen est régulièrement rappelée[16]. L'allégeance au

16. Le 7 octobre 2015, l'EI a revendiqué la quadruple attaque-suicide qui a visé les forces de la coalition anti-houthiste à Aden (quartier général des forces émiriennes et saoudiennes, et siège du gouvernement yéménite provisoire).

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

nouveau chef des Talibans, le mollah Mansour lui-même contesté, est dénoncée. Enfin, la stratégie al-qaïdiste d'alliance avec d'autres groupes armés, au Yémen mais aussi en Syrie ou en Libye, est totalement réfutée.

Face à cette volonté hégémonique de l'EI, Al-Qaïda se retrouve dans une position délicate : dans l'obligation de répondre tout en se démarquant de la stratégie de son principal concurrent djihadiste. Dans ce contexte, Al-Qaïda risque de poursuivre et amplifier ses représailles à l'encontre des nations occidentales engagées en Syrie. Elle cherchera aussi à marquer sa présence sur des fronts qui lui sont plus favorables, au Sahel ou au Yémen. Cependant, cette rivalité, ici ou là exacerbée, pourrait aussi dégénérer en conflits armés localisés comme ce fut déjà le cas en Syrie ou en Libye lorsque les milices pro-EI ont été délogées en juin 2015 de la ville de Derna par des groupes djihadistes locaux affichant leur préférence pour Al-Qaïda.

Face aux efforts de la communauté internationale et des puissances régionales pour constituer des alliances anti-EI, une mutualisation des forces djihadistes, sur fond de réconciliation entre l'EI et Al-Qaïda, demeure possible. En novembre 2015, Zawahiri, dans l'une de ses allocutions[17], a clairement posé les conditions d'une réconciliation. Ces conditions sont identiques à celles exposées en 2013 et 2014 : arrêt des attaques fratricides, suspension de la propagande anti Al-Qaïda, mise en place de tribunaux légitimes pour régler les conflits. Tant que l'EI ne renoncera pas à la stratégie hégémonique promue par Abou Bakr Al-Baghdadi, les perspectives de réconciliation restent pourtant très éloignées. En revanche, en cas de disparition du calife autoproclamé, une personnalité plus consensuelle qui lui succéderait pourrait rouvrir les portes d'une possible alliance entre l'EI et Al-Qaïda. Ces deux groupes djihadistes se battent sur la plupart des théâtres contre les mêmes ennemis (États arabes contestés, puissances régionales alliées de l'Occident, mouvements chiites, concurrents sunnites et puissances étrangères non musulmanes), et auraient tout intérêt à unir leurs forces.

Mots clés
Djihadisme
Al-Qaïda
État islamique
Guerre en Syrie

17. Le 2 novembre 2015, Al-Zhawahiri est apparu dans un nouvel enregistrement, dans lequel il réitère la stratégie recommandée pour parvenir à libérer la Palestine. Il renouvelle son appel à l'unité des forces djihadistes, déjà formulé lors d'un discours précédent le 13 septembre 2015, et à cesser les divisions.

Institut français des relations internationales | Téléchargé le 20/11/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 37.60.190.132)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

« A False Foundation? AQAP, Tribes and Ungoverned Spaces in Yemen » Combating Terrorism Center, New York, West Point, 2011.

Atwan, A. B., *Islamic State: the Digital Caliphate*, Oakland, University of California Press, septembre 2015.

Barrett, R., *The Islamic State*, New York, The Soufan Group, novembre 2014, disponible sur : <www.soufangroup.com>.

Caillet, R., « From the Ba'th to the Caliphate, the Former Officers of Saddam and the Islamic State », Oslo, Norwegian Peacebuilding Resource Centre (NOREF), juin 2015, disponible sur : <www.isn.ethz.ch>.

Cockburn P., *The Rise of Islamic State: ISIS and the New Sunni Revolution*, London, Verso Books, 2015.

Dazi Heni, F., « Saudi Arabia: the Political Implications of a New Regional Policy and the Jihadist Challenge », *Arab Reform Initiative*, septembre 2015, disponible sur : <www.arab-reform.net>.

Lister, C., *Profiling the Islamic State*, Washington, Brookings Doha Center, novembre 2014.

Luizard, P.-J., *Le Piège Daech*, Paris, La Découverte, février 2015.

McCants W., *The ISIS Apocalypse: The History, Strategy, and Doomsday Vision of the Islamic State*, New York, St. Martin's Press, 2015.

Moos O., « L'État islamique », *Cahiers de l'Institut Religioscope*, n° 13, août 2015.

Thomas, J., « Global al Qaeda: Affiliates, Objectives, and Future Challenges » *The Long War Journal*, 18 juillet 2013, disponible sur : <www.longwarjournal.org>.

Winter, C., *Documenting the Virtual "Caliphate"*, Quilliam Foundation, octobre 2015.

Zelin, A., « The War Between ISIS and al-Qaeda for Supremacy of the Global Jihadist Movement » *The Washington Institute*, juin 2014, disponible sur : <www.washingtoninstitute.org>.

Zelin, A., « The State of al-Qaeda », *The Washington Institute*, 13 avril 2015.

Zimmerman K., « The Al Qaeda Networks: a New Framework for Defining the Enemy, » *Criticalthreat.org*, 10 septembre 2013, disponible sur : <www.criticalthreats.org>.